

croyaient que la religion et les mœurs du Canada se trouveraient en danger si le charbon russe venait faire concurrence au monopole du sénateur Webster :

L'opposition évidente, voire l'incompatibilité, entre les principes préconisés par la Russie soviétique dans l'ordre économique, juridique, politique et moral et les conceptions qui sont à la base de notre civilisation séculaire et constituent l'essence même de notre culture et de notre éthique. . . . Je n'hésite pas à dire que l'admission des Soviets accusera une contradiction par rapport aux conceptions qui ont régi les peuples les plus civilisés pendant les derniers siècles et sur lesquelles ils ont élevés leur honneur et leur gloire. . . .

Très sincèrement, j'avoue que je ne sais pas comment l'admission des Soviets pourra créer des perspectives favorables à l'œuvre de paix et de sécurité dans le monde, invoquées dans le préambule du Pacte de la Société des Nations, qui devrait constituer la *Magna Charta* de tous les Etats modernes.

Si j'en avais le loisir, je lirais à la Chambre tous les discours prononcés par le président de la république suisse, M. Motta, un des Européens les plus sûrs et animés des principes les plus élevés. Représentant un petit pays, il n'en est pas moins un grand homme. Voici quelques extraits du discours qu'il a prononcé contre l'admission de la Russie à la Société des Nations :

Ce communisme. . .

Il s'agit du communisme russe.

. . . et dans chaque domaine—religieux, moral, social, politique, économique—la négation la plus radicale de toutes les idées qui sont notre substance et dont nous vivons.

Le communisme dissout la famille; il abolit les initiatives individuelles; il supprime la propriété privée; il organise le travail en des formes qu'il est difficile de distinguer du travail forcé.

Ne s'est-on pas servi de ces mots dans le décret ministériel qui a prohibé l'importation au Canada de fourrures et de charbon russes? M. Motta exprime ensuite l'opinion de ceux qui favorisent l'admission de la Russie :

Il n'est pas défendu d'espérer que la collaboration continue de la Russie soviétique avec les autres Etats au sein de la Société des Nations facilite une évolution bienfaisante pour tous et, en première ligne, pour la Russie elle-même.

Puis il répond :

Or, cette évolution du régime bolchéviste, que nous souhaitons avec vous, nous ne pouvons y croire. Nous ne pouvons sacrifier l'idée d'un minimum de conformisme moral et politique entre les Etats au principe de l'universalité. . . .

Aujourd'hui, le sentiment commun de tous les Suisses qui se tiennent sur le terrain patriotique et national est que la Société des Nations tente une entreprise risquée. Elle ne craint pas de marier l'eau et le feu. Si la Russie soviétique cesse tout à coup d'injurier la Société des Nations, alors que Lénine l'avait définie une entreprise de brigandage, l'explication de sa

[M. Bourassa.]

nouvelle attitude s'inscrit dans les signes qui sillonnent le ciel de l'Extrême-Orient.

Lisez les dépêches d'aujourd'hui concernant la politique russe et vous comprendrez les mots que voici, prononcés il y a six mois par un homme qui savait d'avance et qui voyait clair :

Nous n'avons pas confiance. Nous ne pouvons pas coopérer dans l'acte qui confèrera à la Russie un prestige qu'elle n'avait pas encore.

Cela se passa à la réunion de la sixième commission. L'admission de la Russie fut approuvée par trente-huit nations; il y eut sept abstentions et trois voix négatives, celles de la Hollande, de la Suisse et du Portugal. A la séance plénière, le lendemain, M. de Valera, représentant de l'Irlande, prononça un discours. M. de Valera est un homme pour qui j'ai la plus haute estime, que j'ai connu dans ses jours de misère et de lutte contre la mauvaise fortune, et qui, depuis quelques années, a beaucoup fait pour prouver qu'il a l'étoffe d'un grand homme d'Etat.

Portant la parole à l'assemblée plénière, le jour suivant, il se fit admirablement l'écho des paroles de M. Motta. M. de Valera dit :

En parlant comme il l'a fait, M. Motta a exprimé les inquiétudes non seulement du peuple suisse, non seulement des 300 millions de membres de l'Eglise catholique, mais aussi celles de millions beaucoup plus nombreux de personnes—au total plus d'un tiers des habitants du globe—qui se proclament les adeptes du Christ et qui placent dans la vérité de son enseignement tout leur espoir, ici comme dans l'au-delà.

Et ensuite :

Pour les chrétiens, le seul espoir de paix, parmi les hommes, réside dans l'obéissance au commandement essentiel du christianisme qui prescrit aux hommes de s'aimer les uns les autres dans l'amour de Dieu. Si les chrétiens—au nombre de 600 millions, plus d'un tiers de la population du globe, ainsi que je l'ai fait remarquer—perdent confiance dans la Société des Nations en tant que moyen de favoriser la paix de cette manière, il est impossible que la Société réussisse dans sa tâche.

Et comment définir la chose?—dans un état d'inconséquence presque dramatique il a annoncé qu'il voterait pour l'admission de la Russie dans la Société des nations, mais en réclamant de ce pays une déclaration semblable aux engagements qu'il a pris à Washington et à ceux qu'il a pris auprès de notre gouvernement avant que le gouvernement libéral ait rompu nos relations avec lui, autrement dit l'engagement de ne pas faire de propagande et de rétablir la liberté des cultes et de conscience en Russie.

Puis ça été le tour du Canada et à cet égard, je suis quelque peu embarrassé à cause de l'absence du premier ministre. Permettez-moi de dire que le Canada était représenté par un